

UNIVERSITE OUAGA II

Centre d'Etudes, de Documentation
et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)

REVUE ECONOMIQUE ET SOCIALE AFRICAINE

SÉRIES ÉCONOMIE

**Effets des savoirs et des connaissances sur la diversification des économies de la
Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC)**

Mathias Marie Adrien Ndinga, Arsène Fabrice Akouélé et Hermann Clachel Lékana

Inégalités et croissance économique au Congo

Victor KAGNI et Christelle Nkaloulou OUMBA

**Investissements publics, productivité globale des facteurs
et croissance au Burkina Faso**

Mathias TIAHO et Issiaka SOMBIE

**Déterminants de l'absentéisme des enseignants du primaire
public au Niger**

Nafiou MALAM MAMAN

**Impact des investissements publics sur les investissements privés
et la production sectorielle au Burkina Faso**

Fousséni RAMDE & Idrissa M. OUEDRAOGO

Transport clandestin au Niger : solution de marche ou régulation publique

Rabiadou Samna SOUMANA

Efficience de la Production Céréalière au Burkina Faso

Habi KY

**Crédibilité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions
et des contraintes budgétaires (Le cas la zone CEMAC)**

Symphorien ENGONE MVE

www.cedres.bf

La REVUE CEDRES-ETUDES « séries économiques » publie, semestriellement, en français et en anglais après évaluation, les résultats de différents travaux de recherche sous forme d'articles en économie appliquée proposés par des auteurs appartenant ou non au CEDRES.

Avant toute soumission d'articles à la REVUE CEDRES-ETUDES, les auteurs sont invités à prendre connaissance des « recommandations aux auteurs » (téléchargeable sur www.cedres.bf).

Les articles de cette revue sont publiés sous la responsabilité de la direction du CEDRES. Toutefois, les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.

En règle générale, le choix définitif des articles publiables dans la REVUE CEDRES-ETUDES est approuvé par le CEDRES après des commentaires favorables d'au moins deux (sur trois en générale) instructeurs et approbation du Comité Scientifique.

La plupart des numéros précédents (63 numéros) sont disponibles en version électronique sur le site web du CEDRES www.cedres.bf

La REVUE CEDRES-ETUDES est disponible au siège du CEDRES à l'Université de Ouaga 2 et dans toutes les grandes librairies du Burkina Faso et aussi à travers le site web : www.cedres.bf

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Pr Idrissa M. OUEDRAOGO, Université Ouaga 2

COMITE EDITORIAL

Pr Pam ZAHONOGO, UO2 Editeur en Chef

Pr Noel THIOMBIANO, Université Ouaga 2

Pr Denis ACCLASATO, Université d'Abomey Calavi

Pr Akoété AGBODJI, Université de Lomé

Pr Chérif Sidy KANE, Université Cheikh Anta Diop

Pr Eugénie MAIGA Université Norbert Zongo Burkina Faso

Pr Mathias Marie Adrien NDINGA, Université Marien N'Gouabi

Pr Omer COMBARY, Université Ouaga 2

Pr Abdoulaye SECK, Université Cheikh Anta Diop

Pr Charlemagne IGUE, Université d'Abomey Calavi

SECRETARIAT D'EDITION

Dr Samuel Tambi KABORE, UO2

Dr Théodore Jean Oscar KABORE, UO2

Dr Jean Pierre SAWADOGO, UO2

Dr Kassoum ZERBO, Université Ouaga 2

COMITE SCIENTIFIQUE DE LA REVUE

Pr Abdoulaye DIAGNE, UCAD (Sénégal)

Pr Adama DIAW, Université Gaston Berger de Saint Louis

Pr Gilbert Marie Aké N'GBO Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Albert ONDO OSSA, Université Omar Bongo (Gabon)

Pr Mama OUATTARA, Université Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Idrissa OUEDRAOGO, Université Ouaga 2

Pr Kimséyinga SAVADOGO, Université Ouaga 2

Pr Gnderman SIRPE, Université Ouaga 2

Pr Nasser Ary TANIMOUNE, Université d'Ottawa (Canada)

Pr Gervasio SEMEDO, Université de Tours

Pr Pam ZAHONOGO, Université Ouaga 2

Centre d'Etudes, de Documentation et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)



www.cedres.bf

REVUE CEDRES-ETUDES

Revue Economique et Sociale Africaine

REVUE CEDRES-ETUDES N°64

Séries économie

2^{ie} semestre 2017

SOMMAIRE

Effets des savoirs et des connaissances sur la diversification des économies de la Communauté Économique et Monétaire d’Afrique Centrale (CEMAC).....	01
<i>Mathias Marie Adrien NDINGA, Arsène Fabrice AKOUELE et Hermann Clachel LEKANA</i>	
Inégalités et croissance économique au Congo.....	20
<i>Victor KAGNI et Christelle Nkaloulou OUMBA</i>	
Investissements publics, productivité globale des facteurs et croissance au Burkina Faso.....	38
<i>Mathias TIAHO et Issiaka SOMBIE</i>	
Déterminants de l’absentéisme des enseignants du primaire public au Niger.....	63
<i>Nafiou MALAM MAMAN</i>	
Impact des investissements publics sur les investissements privés et la production sectorielle au Burkina Faso.....	79
<i>Fousséni RAMDE & Idrissa M. OUEDRAOGO</i>	
Transport clandestin au Niger : solution de marche ou régulation publique.....	107
<i>Rabiatou Samna SOUMANA</i>	
Efficienc e de la Production Céréalière au Burkina Faso.....	124
<i>Habi KY</i>	
Crédibilité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires (Le cas la zone CEMAC).....	139
<i>Symphorien ENGONE MVE</i>	

EDITORIAL

Le deuxième numéro de l'année 2017 (N°64) présente huit articles et s'inscrit sous l'angle de la régularité et de la qualité. Les axes de recherche sont fondés sur les priorités des pays en développement. Ainsi les questions la croissance, les inégalités les investissements publics et l'efficacité technique sont traités par les auteurs.

Mathias NDINGA (Université Marien N'Gouabi) et al., montre dans le premier article que les effets des connaissances et des savoirs ont un faible effet sur la diversification des économies des pays de la CEMAC. Ils expliquent cela par plusieurs facteurs dont la migration choisie et ses implications.

KAGNI et OUMBA (Université Marien N'Gouabi) dans le deuxième article mettent en avant la qualité des institutions comme source d'aggravation des disparités entre pauvres et riches au Congo. Ils prônent la diversification de l'économie, une bonne gouvernance et une approche par la demande pour réduire les inégalités.

Le troisième article de **TIAHO et SOMBIE (Université Ouaga2)** présente les investissements publics comme facteurs de croissance à long pour le Burkina Faso avec un effet positif sur la productivité global des facteurs. C'est pourquoi, ils recommandent un accroissement de l'offre pour dynamiser la croissance.

Le quatrième article arbore les déterminants de l'absentéisme des enseignants du primaire public. **MALAM MAMAN (Université Abdou Moumouni)**. Par un modèle de comptage, met en relief la faiblesse du niveau de recrutement, le genre et le lieu de résidence comme déterminant pour le Niger.

Le cinquième article met en lumière les effets des investissements publics sur ceux privés. En fonction des liens intersectoriels **RAMDE & OUEDRAOGO** que les investissements publics dans le capital humain ont de meilleurs résultats à long terme que ceux sur les infrastructures.

Dans le sixième article, **Rabiatou SOUMANA SAMNA** analyse le transport clandestin comme alternative de marche ou nécessitant une régulation publique face à un système de transport urbain défaillant.

Habi KY dans le septième article fait une analyse de l'efficacité agricole en de la production céréalière. L'autre met en avant l'inefficacité des exploitations et le besoin d'y répondre pour améliorer les performances du secteur.

Dans le huitième article, **Symphorien ENGONE MVE** analyse le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires comme déterminants de la crédibilité de la politique budgétaire. L'auteur fait une analyse de l'effet de chacun de ces facteurs sur le caractère pro cyclique de la politique budgétaire.

Pr Idrissa OUEDRAOGO

Directeur de Publication

Inégalités et croissance économique au Congo

Victor KAGNI

Maître-Assistant CAMES, Faculté des sciences économiques,
Université Marien Ngouabi, Brazzaville Congo

Christelle Nkaloulou OUMBA

Assistante, Faculté des sciences économiques, Université Marien Ngouabi,
Brazzaville Congo

Résumé

La qualité des institutions, positivement et faiblement corrélée aux consommations des riches et pauvres, puis négativement et faiblement corrélée au PIB, semble creuser des inégalités au Congo, aggravées par l'évolution du PIB qui représente 17,36 fois celle de la population entre 1960 et 2016. Cela nous amène à nous interroger sur les trajectoires empruntées par les politiques économiques entre l'évolution des inégalités et les rythmes de croissance économique au Congo. L'interaction entre riches et pauvres, à travers l'équilibre de Nash mis en évidence, présage que le Congo a emprunté les politiques de ruissellement depuis lors, du fait que l'utilité espérée des riches soit supérieure à celle des pauvres. C'est un ruissellement direct ou indirect par les référents, consistant à partager la rente dans des ensembles de références, dans l'informel et dans des organisations d'économie sociale et solidaire, pour intégrer toutes les vulnérabilités induites par le marché et l'Etat. Les crises socio-économiques et financières que traversent le Congo actuellement, nécessitent un changement de cap vers le structuralisme pour soutenir la demande, qui présente une corrélation positive et forte avec le PIB, afin de générer une croissance riche en emploi et réparatrice des injustices, conditionnée par une diversification de l'économie et une bonne gouvernance.

Mots clés : Institutions, inégalités, croissance, rentes, équilibre de Nash, justice sociale, structuralisme, ruissellement, diversification, bonne gouvernance.

Abstract

The quality of the institutions, positively and weakly correlated with the consumption of the rich and poor, then negatively and weakly correlated with the GDP, seems to widen inequalities in the Congo, aggravated by the evolution of the GDP represents 17,36 times that the population between 1960 and 2016. This leads us to question the trajectories borrowed by economic policies between the evolution of inequalities and the pace of economic growth in the Congo. The interaction between rich and poor, through the Nash equilibrium highlighted, bodes that the Congo has borrowed the trickle-down policies since then, because the expected utility of the rich is greater than that of the poor. It is a direct or indirect trickle down by the referents, consisting of sharing the rent in sets of references, in the informal sector and in social and solidarity economy organizations, in order to integrate all the vulnerabilities induced by the market and the State. The current socio-economic and financial crises in Congo require a change of course towards structuralism to support demand, which is positively and strongly correlated with GDP, in order to generate employment-rich growth and redress injustices, conditioned by a diversification of the economy and good governance.

Key words: Institutions, inequality, growth, rents, Nash equilibrium, social justice, structuralism, tickle down, diversification, good governance.

1. Introduction

Les jugements de valeur (Kagni, 2014) ou les classements implicites (Kagni, 2013) seraient des expressions numériques des inégalités qui se creusent ces dernières années même si la mondialisation semble réduire de moitié la pauvreté dans le monde. Au Congo, la pauvreté est passée de 50.7% en 2005 à 46.5% en 2011 (OCDE, 2014), présageant une légère amélioration des conditions de vie des populations, même si elle reste élevée.

La croissance économique semble rythmée par les fluctuations des marchés des biens primaires, quelle que soit l'ampleur des inégalités au Congo, cadre de cette recherche, sur la période de 1960 à 2016.

Les inégalités auraient consolidé le secteur informel qui abrite toutes les vulnérabilités pour survivre. L'informalité représenterait 70 à 80% de la population active avec au moins 70% des activités dans les pays en développement (Bahouayila, 2014). Au Congo, ce secteur compte au moins 75% du total des activités³ avec des revenus, 2.5 fois moins que ceux du formel.

La problématique Jorienne de « captations » nous renvoie aux économies de rente dite de « consommation ». Ces captations creusent des écarts entre les individus et les ensembles de référence dont les plus pauvres ont du mal à intégrer leurs éléments, fragilisant le capital social (Kagni, 2008), humain et l'auto-entretien de la croissance déjà fragilisée par les marchés. La fragilité du capital humain suscite des combats contre la nature, contribuant aux destructions et autodestructions des capitaux (physique, matériel, financier, social, naturel) et donc de la croissance exogène et endogène. « L'homme, est un loup pour l'homme » (Hobbes au XVIIe siècle dans Léviathan in Orrell D. et Van Loon B., 2015). Les captations sont dans une dynamique de privation des libertés d'une majorité par une minorité, qui affaiblit le pouvoir d'achat, la consommation et la croissance.

Les activités instituant la morale (Amarthya, 2012), la solidarité, la collaboration (Rifkin, 2014), le respect de la « valeur sacrée », les possibilités et capacités (psychologiques, physiques, socio-économique, politique etc.) sont opportuns pour une hypothétique intégration, une protection et une responsabilité sociale et sociétale. Le rendement du capital malgré le ralentissement de la croissance mondiale reste important, et provoque la course vers la maximisation et l'accumulation des dividendes et des rentes au sein des pays, accélérant les écarts entre entités riches et pauvres, les destructions de l'environnement avec le réchauffement climatique, un prix à payer (Stiglitz, 2014).

Cette recherche s'inscrit dans une lutte contre les inégalités destructrices des capitaux et des valeurs, d'où son importance pour une éventuelle croissance durable.

³ www.portail.242.info/

2. Discussions

2.1. Discussions théoriques, empiriques et conceptuelles

Deux thèses gravitent autour du thème relatif aux inégalités et croissance : le structuralisme et le ruissellement, avec au cœur une justice sociale.

La thèse du ruissellement est liée au courant classique d'inspiration libérale favorable aux riches, dont la théorie des sentiments moraux relative à la problématique Smithienne, estimait que la main invisible équilibrait les marchés pour que « les riches partagent avec les pauvres les produits de leurs progrès de façon équitable » (Diry, 2015). L'équité suppose ici une justice sociale au sens de Pareto (1906), dont une règle d'or dite des 20/80 (Diry, 2015) pose les bases de cette équité, telles que 20% des riches détiendraient 80% des richesses et 80% des pauvres se partageraient 20% des richesses dans un pays. Mais il semble difficile d'aider les pauvres sans que les riches y perdent si on s'en tient aux théories d'impossibilités d'Arrow et Debreu (David et Borin, 2015). Les inégalités se sont mondialisées (Bourguignon, 2012) de façon systémiques et durables (Bihl et al., 2008) du fait de la pression du capital financier.

Les contemporains du ruissellement (Boris Johnson, promoteur du Brexit et Andrew Lilico) encouragent l'existence des inégalités de richesse car elles développeraient « l'esprit d'envie » de faire mieux que les autres, elles seraient source d'inspiration et d'incitation à la réussite, elles tireraient les gens vers le haut et développeraient la compétition (L'angle éco du 20/10/2016). Le concept de ruissellement aurait été mis en évidence par Will Rogers⁴ en 1928 pendant la grande dépression, considérant les baisses d'impôts comme de l'argent placé en haut de l'échelle, pouvant ruisseler vers les pauvres (Trickle down), à travers une croissance générée, puisque les mécanismes de marché assurent progressivement une répartition égalitaire de ces bénéfices. C'est dans ce contexte qu'une relation paradoxale entre croissance et inégalités en U inversé (Kuznets, 1955) fut mise en évidence prétextant que la croissance serait bonne pour les pauvres (Dollar et Kraay, 2002) qui peuvent être attirés par un secteur moderne plus rémunérateur (Ranis et Fei, 1961).

La thèse de l'effort minimum critique⁵ (Leibenstein, 1956) va dans la même direction, car pour cette dernière, toutes politiques envers les pauvres permettant d'atténuer « les cycles démo-économiques »⁶ entre seuil de subsistance et seuil d'existence fabriquent des pauvres. Le ruissellement est lié à la problématique de « LAFFER » selon laquelle « trop d'impôts, tue l'impôt » en plombant la croissance. Le concept des cordés d'Emmanuel Macron (Intervention télévisée à la nation Française d'octobre 2017) peut être assimilé au ruissellement, accompagné en fin de cordé d'une politique de formation du capital humain sous forme de « flux poussés » par l'Etat.

⁴ Will Rogers, acteur américain (1875-1935)

⁵ Thierry Montalieu (2001) : « Economie du développement », Bréal

⁶ Daniel Labornne (1998) : « Economie générale 1^{ème} année », Seuil

Les économies de rente, dite de consommation sujette à la captation (Jorion, 2014) et à la confiscation des profits de réduction des inégalités (Deaton, 2013), semblent s'inscrire dans cette dynamique de ruissellement. Sauf que la pauvreté et la marginalité sont prises en charge par les institutions sociales privées (ensembles de références, organisations d'économie sociale et solidaire, l'informel etc.) du fait de la défaillance des institutions publiques et du marché. Le concept de ruissellement relève des incitations aux riches de réinvestir pour une éventuelle croissance riche en emploi pour les pauvres. Or l'impact de ces incitations n'est toujours pas à la hauteur des baisses des impôts, car l'orientation des capitaux relève des rationalités individuelles.

La thèse du structuralisme et les études, décrivent l'aggravation des inégalités depuis une quinzaine d'années au sein des pays (Bourguignon, 2012) à cause du libéralisme.

« Les 10 % les plus favorisés détiennent plus de 60 % du patrimoine total et les 50 % les plus pauvres ont moins de 5 %. » (Piketty, 2013 in Jean-Charles Diry & alls, 2015). 0,5% de la population mondiale détiendrait plus de 35% des richesses (Lagarde cité par Jean-Charles Diry, 2015). Une étude récente montre l'évolution du niveau de concentration des richesses car 1% de cette population en détiendrait 48% (L'angle éco du 20/10/2016).

«1% des plus riches met tout en œuvre pour maintenir des sociétés inégalitaires » du fait du déficit démocratique qui se traduit en fortes inégalités politiques (Joseph Stiglitz in alternative économique, 2015). Sept personnes sur dix vivraient dans un pays dans lequel l'écart entre les riches et les pauvres est plus grand qu'il y a 30 ans, et le nombre de milliardaires dans le monde aurait plus que doublé depuis la crise financière (ONG OXFAM, 2014)⁷. Selon les prévisions de l'OCDE⁸, un ralentissement de la croissance est envisageable mais les inégalités de revenu continueraient à se creuser dans les prochaines décennies. Les USA détiendraient le plus haut niveau d'inégalités de tous les pays industrialisés (Stiglitz, « <http://lecercle.lesechos.fr> » in Chaupart et alls 2015). La société chinoise serait la plus inégalitaire au monde avec un écart alarmant entre riches et pauvres (Chaupart & alls, 2015). Dans les pays pauvres, les inégalités peuvent être énormes et plus visibles pour les habitants qui survivent difficilement. Ces pays cumuleraient stagnation de pauvreté, de misère et inégalités très élevées. Pour réduire ces inégalités, lever les nouveaux impôts sur les riches sans frilosité des gouvernements (Atkinson, 2016) semble un gage.

Au Congo, l'augmentation du chômage (7% selon le CNSEE⁹, 2015), l'importance du secteur informel (75,2% selon Bahouayila, 2014) et la faiblesse des revenus (salaire moyenne 100 000 CFA, salaire médian 75 000 FCFA selon EESIC¹⁰ 1 et 2, 2011) supposent l'existence d'énormes écarts de situations. L'indice de Gini représente 47,3% (OCDE, 2014), présageant une société congolaise plus ou moins inégalitaire du fait de la tendance de cet indice, vers 100% (inégalité forte) .

⁷ www.francetvinfo.fr

⁸ www.oecd.org

⁹ Centre National de la Statistique et des études économiques

¹⁰ Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel au Congo

46,5% de la population Congolaise vivrait en dessous du seuil de pauvreté. Les populations supposées vivre au-dessus du seuil de pauvreté représenteraient 24,2% de la population active. Ainsi, la part de consommation des 10% les plus pauvres serait de 2,1% et celle des 10% les plus riches de 37,1% au Congo (OCDE, 2014), soit un écart de 35 points. Autrement dit, les revenus des riches représenteraient 18 fois ceux des pauvres au Congo. Selon les ménages interrogés sur les difficultés qu'ils rencontrent pour satisfaire leurs besoins en nourriture, 9,3 % n'a pas des difficultés, 8,6 % des ménages en manquent toujours, 82,1% en manquent de temps à autre (ECOM¹¹, 2011).

Selon l'ECOM 2011, en matière de patrimoine, 74,5% des ménages possèdent les maisons en milieu rural, contre seulement 37,3% des ménages urbains propriétaires. Quant à la voiture, elle est possédée par 2,3% des ménages dans l'ensemble du pays. En milieu urbain, elle est possédée par 3,1% des ménages contre 0,6% des ménages en milieu rural.

Dans l'ensemble, 46,1% des ménages possèdent un poste téléviseur. On note cependant que 65,4% des ménages urbains le possèdent contre 8,8% des ménages ruraux. On recense 3,9% des ménages qui disposent d'un microordinateur. Selon le milieu de résidence, 5,6% des ménages urbains le possèdent contre 0,6% des ménages ruraux.

Ces écarts privent une majorité d'accéder aux biens et services primaires dont la santé et l'éducation.

Ainsi, l'accès à un service de santé est de 65,8% en 2012 contre 68,7% en 2005. Selon le milieu de résidence, l'accessibilité est de 75,2% en zone urbaine et de 46,5% en zone rurale (QUIBB¹² 2).

L'offre de service de santé s'élève à 38,2% dans l'ensemble, avec 36,8% en zone urbaine et 41% en zone rurale. Mais, le taux d'utilisation des services de santé serait globalement assez faible soit 23,8%. Ce taux est plus important en zone rurale qu'en zone urbaine et représente respectivement 26,9% et 22,3%. La majorité de la population n'a achevé ni les études secondaires (43,7%), ni les études primaires (38,4%). Les personnes ayant effectué des études supérieures ne représentent que 3% (EESIC 1-2). Le capital humain semble affaibli compte tenu de ces écarts, ce qui fragilise la croissance et son auto-entretien. Une reproduction intergénérationnelle de ses inégalités au Congo (EESIC 1-2) fait ressortir les écarts suivants : sur 100 enfants scolarisés 20,5% deviendraient cadres, 20,8% employés et ouvriers qualifiés, 34,1% salariés non qualifiés et 24,7% non-salariés selon que les mères occupent respectivement ces catégories socio-professionnelles. Selon celles des pères, ils deviendraient à 31,2% cadres, à 20,6% ouvriers et employés qualifiés, à 22,4% salariés non qualifiés et à 25,8% non-salariés. 46,7% des enfants dont le père est cadre seraient cadres contre 76,8% des enfants dont la mère est cadre. 31,3% des enfants dont le père est non salarié seraient non-salariés contre 58,9% des enfants dont la mère est non salariée.

¹¹ Enquête Congolaise auprès des Ménages

¹² Questionnaire des indicateurs de base du bien-être

« L'ascenseur social » (alternatives économiques, 2016) semble se maintenir à certains étages du fait de la reproduction sociale, mais elle ne semble pas en panne car certains enfants dont le père est cadre représenteraient 15,5% de salariés non qualifiés et les enfants dont le père est salarié non qualifiés représenteraient 22,4% de cadres.

Le degré de liberté face à la corruption (Transparency International) est de 23 au Congo en 2016, il est élevé du fait de sa tendance vers zéro qui suppose une corruption élevée. La corruption des enseignants irait jusqu'à monnayer les diplômes, dans les écoles des soignants, faisant des hôpitaux, de sanctuaires d'achèvement des couches populaires pauvres. L'école qui devait offrir une « chance à tout le monde » d'emprunter l'ascenseur social facilement, est devenue un lieu qui creuse des inégalités et qui dégrade les compétences et connaissances ainsi que leurs contributions à la croissance.

Une économie sans croissance provoquerait de grandes tensions sociales si les inégalités sont grandes (Daly cité par David et Borin, 2015). Les fragilisés des démocraties (Morin et Schmidt, 2016) qui s'en suivent, creusent des inégalités au sein des entités du fait des faiblesses des liens sociaux (Dubet, 2014) orchestrés et entretenus par les crises identitaires. Ces apports humanistes supposent l'interventionnisme pour une éventuelle réduction des inégalités et l'amélioration à terme du bien-être, un bien public dont la rivalité et l'excluabilité seraient sources de conflits et d'hypothèques de la croissance.

La croissance serait une fonction décroissante de la richesse et croissante du financement de la pauvreté (Etudes des économistes du FMI selon l'angle eco 2016), remettant en cause la thèse du ruissellement. La thèse structuraliste d'inspiration keynésienne soutient l'interventionnisme dans la réduction des inégalités et le soutien des citoyens dans l'exercice de leurs libertés individuelles.

Les inégalités trop importantes supposent une insuffisance de la demande, car une majorité des populations vit en dessous du seuil de pauvreté. La croissance économique est conditionnée par une réduction des inégalités et une bonne gouvernance. Ainsi, le lien n'est souvent pas direct entre inégalités et croissance. Une mauvaise gouvernance constitue un obstacle à la réduction de la pauvreté et des inégalités. Les indicateurs comme les libertés civiles et politiques (estimés respectivement à 5 sur 7 et 6 sur 7, avec 7 le niveau de répression selon Freedom House), le taux de syndicalisation, les politiques sociales envers les pauvres et un minimum de protectionnisme au sens de Friedrich List soutiendraient la croissance puis une réduction de la pauvreté et des inégalités. Or selon les études, leur corrélation devient faible sinon négative depuis les années 80, du fait du désengagement des Etats (Au Congo, la taille de l'Etat est estimée à 5,21 sur 10 avec 10 un Etat minimal selon CATA en 2015), de la baisse du taux de syndicalisation et de la concurrence internationale (Badirou et Abdoulaye, 2016).

Le ralentissement de croissance ces dernières années ne semble pas générer des emplois, accentuant la pauvreté et les inégalités (triangulation : croissance-pauvreté-inégalités ; Bourguignon, 2012 ; Amartya, 2012). D'autres facteurs, culturels ou structurels (Lewis,

1954), la qualité des institutions des pays en développement, des mesures adaptées aux pauvres en plus des inégalités (Ravallion et Chen, 2003) peuvent être pris en compte pour déterminer la croissance économique avant qu'elle contribue à la réduction de la pauvreté et des inégalités. Il semble probable d'établir une forte corrélation entre un rythme de croissance économique et une évolution des inégalités si les variables institutionnelles sont mises en évidence. Plusieurs études dans les pays développés et sous-développés ont montré l'existence d'une corrélation positive entre la croissance économique et la pauvreté (Dollar et Kraay, 2002).

La courbe de Kuznets a donné des résultats ambigus en remplaçant revenu/habitant par le capital humain (Ahluwalia, 1975). L'aggravation des inégalités, des dégénérescences sociales et des destructions de l'environnement auraient rendu croissante la deuxième partie de cette courbe. Le lien entre le revenu par tête d'habitant et l'émigration serait significatif et croissant en Afrique, et en « U inversé » en Asie (Rotte et Vogler, 1998), il serait significatif entre émigration et développement en forme de « U inversé » (Cogneau et Tapinos, 1997), cela suppose que l'émigration est liée à la pauvreté ou aux facteurs push (Piore, 1979), sources d'inégalités socio-économique et politiques. L'introduction des variables comme la dette et l'inflation due aux plans d'ajustement structurel aurait creusé les inégalités et augmenté la pauvreté en zone urbaine sans qu'il y ait amélioration en zone rurale¹³, d'où la nécessité de repenser une justice sociale (Amartya, 2010).

L'ambiguïté « du tout et/ou rien » Parétienne est levée pour l'égalitarisme Rawlsienne qui prône un minimum de ressources de base garanti à tous (Rawls, 1971, 2007). Il s'agit des biens premiers (droits de base, libertés de choix etc.) que tout le monde doit en disposer. Le ralentissement de la croissance à terme a relancé le débat sur la justice sociale gravitant autour d'un salaire universel expérimenté en Europe du nord. Cette idée remonte au XVI^{ème} siècle dans « L'utopie » de Thomas More publiée en 1516 et rééditée en 2013. Elle est poursuivie par Marx au XIX^{ème} siècle dans ses écrits sur la lutte des classes et le devenir des sociétés capitalistes ; le revenu permanent déterminant la consommation Fridmanienne serait comparable au salaire universel¹⁴. Mais l'égalité des « biens sociaux premiers » peut constituer un frein à la croissance. Dans certaines situations, la même quantité de biens sociaux premiers ne permettrait pas à deux personnes différentes d'effectuer les mêmes actes (Amartya, 2010). Il ne s'agit plus d'une égalité des moyens (pauvreté mesurée par la consommation ou le revenu) mais d'une égalité des possibilités effectives d'accomplir divers fonctionnements et d'effectuer certains actes.

L'approche par « capabilité » (Amartya cité par David et Borin, 2015) permet une meilleure allocation des ressources. Pareto aurait ainsi démontré que beaucoup de personnes ne mangeaient pas à leur faim. Or la famine est concernée par ceux qui n'ont pas de quoi manger et non pas par ceux qui n'ont pas assez à manger. D'où la mise en œuvre par Sen de la notion de « capabilité » ou « capacité » ou « liberté substantielle ». L'approche des capabilités a été

¹³ (geopolis, francetvinfo, 2014)

¹⁴ (Francetvinfo.fr/replay-magazine/fance-2/L-angle-eco-du-jeudi-20-octobre-2016-1870851.html)

reliée à la politique du « care » proposée par Tronto (2003) pour un éventuel monde plus juste (Nussbaum, 2006). L'éthique de la sollicitude, parfois appelée éthique du « care » est une norme morale récente, issue des recherches féministes (Gilligan, 2008). Le concept de « Sollicitude » regroupe les notions : attention, soin, responsabilité, prévenance, entraide etc... La sollicitude valorise l'idée et le fait de vivre les uns avec les autres plutôt que les uns contre les autres, dans une dynamique de « réhumanisation » (Ballet et al.s, 2013) des individus.

I.2 Problématique, Hypothèses, Objectifs

L'importance des inégalités, la mauvaise qualité des institutions, l'instabilité des économies de rentes et captations voir confiscations de ces dernières, le ralentissement de la croissance du fait des fluctuations à la baisse des cours des matières premières, les trajectoires de politiques économiques empruntées depuis les indépendances etc, semblent mettre en péril les valeurs de sollicitude et de solidarité en Afrique et au Congo en particulier, compromettant la croissance et la paix sociale de façon durable. Cela nous amène à nous poser la question de savoir : **Quelles trajectoires, les politiques socio-économiques auraient emprunté entre l'évolution des inégalités sociales et le rythme de croissance économique au Congo ? Un changement de trajectoires n'est-il pas opportun pour faire face aux crises socio-politiques actuelles ?**

L'existence des inégalités suppose des choix qui ont été effectués, mais sans résoudre des problèmes socio-économique et politique que connaissent le Congo depuis lors.

Les politiques d'offre d'inspiration libérale seraient ainsi mises en œuvre, relatives au ruissellement, dans l'hypothèse où la croissance serait une fonction croissante des consommations des riches (corrélation positive) et décroissante des inégalités avec une utilité espérée des riches supérieure à celle des pauvres.

L'orientation serait vers les politiques de demande, dite interventionniste, d'inspiration keynésienne, relative aux théories structuralistes, si la croissance est une fonction croissante des consommations des pauvres (corrélation positive) et des inégalités avec une utilité espérée des pauvres supérieure à celle des riches.

Les politiques mixtes seraient possibles dans l'hypothèse d'égalité des utilités espérées entre riches et pauvres.

Il s'agit de mettre en évidence les orientations de politiques économiques empruntées par le Congo puis d'aider aux choix, susceptibles d'améliorer le bien-être social.

La théorie des jeux est ainsi utilisée comme outils d'analyse pour mettre en évidence l'interaction entre riches et pauvres. Un jeu à information complète et imparfaite est ainsi mis en évidence dans la suite ainsi que le concept d'équilibre pour une éventuelle justice sociale durable.

2. Méthodologie

Les riches et les pauvres exercent leurs libertés simultanément (imperfection) dans les institutions (complétude ou incomplétude) qui sont supposées coordonner leurs actions. On suppose en cas d'incomplétude que les riches et les pauvres soient d'un seul type chacun lié au partage de la rente. En effet le ralentissement de la croissance avec le PIB qui a été multiplié par 1,5 de 1992 à 1998, par 4,75 de 1999 à 2012 et par 1,24 de 2012 à 2016, semble creuser les inégalités susceptibles de nous faire danser sur un volcan (Baverez, 2016).

Les interactions entre riches (RCH) et pauvres (PVR) peuvent être analysées sous forme d'un jeu à information complète et imparfaite¹⁵ du fait de la connaissance des situations mutuelles de ces deux entités et leurs choix simultanés. $N = \{RCH, PVR\}$ représente l'ensemble des joueurs ; $G_i = \{C, L\}$, $i \in N$ l'ensemble de stratégies avec C, la consommation liée aux revenus de chaque joueur et aux inégalités entre les joueurs et L, les libertés liées à la qualité des institutions pour chaque joueur. T_i , $i \in N$ serait la fonction de paiement de chaque joueur et $u_j(C,L)$, $j \in T_i$ le paiement du joueur j.

Ainsi :

$$T_i : G_i \times G_i \longrightarrow R$$

$$k \times j \longrightarrow u_{kj}(C,L)$$

$k \times j \in G_i \times G_i$ et $u_{kj}(C,S) \in R$ le paiement du joueur j par rapport au joueur k

La structure du jeu nous renvoie aux scénarios suivants mis en évidences précédemment :

- la consommation des 10% les plus riches serait de 37,1% et celle des 10% les plus pauvres de 2,1% de la consommation totale (OCDE, 2014);
- le degré de liberté face à la corruption serait de 23 en 2016 (Transparency International, site perspective monde) quel que soit le rang social avec un indice de Gini de 47,3% (OCDE, 2014) ;
- l'indice global de démocratie est de 2,91 en 2015 (The Economist, site perspective monde) ; L'indice global des libertés civiles est 5 en 2015 avec 1 la liberté et 7 la répression (Freedom House, site perspective monde).

A l'issue de ces scénarios, une matrice du jeu est telle que :

Tableau 1: Matrice du jeu

		Pauvres (PVR)	
		C	L
Riches (RCH)	C	(37,1 ; 2,1)	(23 ; 47,3)
	L	(47,3 ; 23)	(2,91 ; 5)

Sources : auteurs à partir des données d'analyses (OCDE, 2014 et Site Perspective monde consulté en juin 2017)

Les riches représentent le joueur ligne et les pauvres, le joueur colonne. La première composante de chaque couple de gains correspond au paiement du joueur RCH et la deuxième au paiement du joueur PVR. La recherche des équilibres (avec les conditions d'existence et d'unicité) par des stratégies dont la dominance et l'équilibre de Nash en stratégies pures ne

¹⁵ Cavagnac M. (2006), Théorie des jeux, Gualino éditeur, 132 p. ; Yildizoglu M. (2003), Introduction à la théorie des jeux, Dunod, 166 p.

gènèrent pas de solution unique. L'absence d'unicité suppose l'existence d'une stratégie mixte consistant à attribuer une distribution de probabilités aux stratégies de chaque joueur. Si x est la probabilité de jouer C pour RCH alors $x' = (1 - x)$ sera sa probabilité de jouer L. Si y est la probabilité de jouer C pour PVR alors $y' = (1 - y)$ sera sa probabilité de jouer L. Les conditions suivantes doivent être respectées : $0 \leq x, y \leq 1$; $x + x' = 1$; $y + y' = 1$. Les utilités espérées pour chaque entité sont telles que :

$$\left\{ \begin{array}{l} \text{EU(RCH)} = 37,1xy + 23x(1-y) + 47,3(1-x)y + 2,91(1-x)(1-y) \\ \quad = -30,29xy + 20,09x + 44,39y + 2,92 \\ \text{EU(PVR)} = 2,1xy + 47,3x(1-y) + 23y(1-x) + 5(1-x)(1-y) = -62,39xy + 42,3x + 18,5y + 5 \end{array} \right.$$

Les dérivées de EU(RCH) par x et de EU(PVR) par y , en respectant les conditions de premier ordre, sont telles que :

$$\left\{ \begin{array}{l} -30,29y + 20,09 = 0 \\ -62,39x + 18 = 0 \end{array} \right. \Leftrightarrow \left\{ \begin{array}{l} y = 0,66 \\ x = 0,29 \end{array} \right.$$

Avec EU (RCH, PVR) * = (32,26 ; 17,21). L'équilibre de Nash en stratégie mixte sera :

$$M = \{(x, 1 - x) = (0,29 ; 0,71) ; (y, 1 - y) = (0,66 ; 0,34) ; \text{EU(RCH)}^* = 32,26 ; \text{EU(PVR)}^* = 17,21\}$$

Cet équilibre serait le niveau de justice sociale qui puisse réduire la fracture sociale, à moins qu'il y ait déviation d'un joueur en occurrence les riches qui font tout pour creuser et maintenir les inégalités. La fonction de réaction des riches est telle que :

$$F(\text{RCH}) = x = \begin{cases} 1 & \text{si } y > 66\% \\ [0, 1] & \text{si } y = 66\% \\ 0 & \text{si } y < 66\% \end{cases}$$

Si les 1% des plus riches selon Stiglitz veulent maintenir la société congolaise inégalitaire ($x = 1$) il faut que les pauvres contribuent à 66% au moins à la croissance, à condition que les 34% des pauvres restants ($x = 0$) exercent librement leurs actions sans contraintes pour améliorer leurs conditions de vie, sinon un équilibre de Nash s'installe ($x \in [0, 1]$) en cas d'indifférence de ces pauvres avec des écarts très grands.

La fonction de réaction des pauvres est telle que :

$$F(\text{PVR}) = y = \begin{cases} 1 & \text{si } x > 29\% \\ [0, 1] & \text{si } x = 29\% \\ 0 & \text{si } x < 29\% \end{cases}$$

Si la croissance est bonne pour les pauvres selon la théorie du ruissellement alors elle peut améliorer leur bien-être ($y = 1$) pourvu que 29% au moins des riches puissent y apporter leurs contributions, à condition qu'ils continuent à exercer leurs libertés à 71% pour leur notoriété ($y = 0$), sinon l'équilibre reste maintenu avec des très grandes inégalités.

Le lien entre inégalités et croissance semble indirect par le biais des trajectoires choisies en

fonction des institutions qui clivent les riches des pauvres. Le tableau suivant est susceptible de conforter ce résultat.

Tableau 2 : Indicateurs socio-économiques et institutionnels de 2005 à 2016

	PIB	GINI	IGDP	CORRUP
Moyenne	10702239578	43,29	5,92	21,47
Écart-type	2997213482	2,04	0,29	1,4
Critère de Markowitz : Moyenne/écart-type	3,57	21,24	20,5	15,34
Min	6087003176	40,16	5	19
Max	14425607224	47,33	6	23
Variabilité (max-min)	8338604048	7,17	1	4
Moyenne/variabilité	1,28	6,04	5,92	5,37

Sources : auteurs à travers Excel sur la base des données de la banque mondiale (site perspective monde)

La moyenne-variabilité ou le critère de Markowitz nous procure le classement suivant :

$$\text{GINI} > \text{IGDP} > \text{CORRUP} > \text{PIB}$$

Les inégalités semblent se creuser du fait de la mauvaise qualité des institutions et de la corruption qui suscitent la captation des rentes.

Les tableaux des corrélations suivantes, calculées à travers Excel et Eviews 7, sur la base des données de la banque mondiale (site perspective monde) de 1972 à 2015 et de 2005 à 2016, peuvent conforter nos hypothèses.

Tableau n°3 : Corrélations entre variables institutionnelles et économiques de 1972 à 2015

	IGDP	IGLC	CG	C10%P	C10%R	PIB
IGDP		0,72366952	0,04294268	0,04294268	0,04294268	-0,00682738
IGLC	0,72366952		-0,16326561	-0,16326561	-0,16326561	-0,2312523
CG	0,04294268	-0,16326561		1	1	0,96584602
C10%P	0,04294268	-0,16326561	1		1	0,96584602
C10%R	0,04294268	-0,16326561	1	1		0,96584602
PIB	-0,00682738	-0,2312523	0,96584602	0,96584602	0,96584602	

Sources : auteurs à travers Excel, vérifiées sur Eviews 7, sur la base des données de la banque mondiale du site « perspective monde »

Tableau n°4 : Corrélations entre variables socio-économiques et politique de 2005 à 2016

	PIB	GINI	IGDP	CORRUP
PIB		-0,61138105	0,4849246	-0,64943051
GINI	-0,61138105		-0,6245024	0,65607728
IGDP	0,4849246	-0,6245024		-0,120006
CORUP	-0,64943051	0,65607728	-0,120006	

Sources : auteurs à travers Excel ,vérifiées sur Eviews 7, sur la base des données de la banque mondiale du site « perspective monde »

(IGDP : l'indice global des droits politiques, IGLC : l'indice global des libertés civiles ; CG : la consommation globale ; C10%P : la consommation des 10% les plus pauvres ; C10%R : la consommation des 10% les plus riches, GINI : indice de Gini ; Corrup : corruption).

3. Analyse socio-économique et à partir de la théorie des jeux

Le concept d'équilibre de Nash est la généralisation de l'équilibre en duopole de Cournot. Il met en évidence des issues de coordination, par absence de stabilité ou de stratégies particulières de communication entre joueurs. La déviation d'un joueur de ce dispositif de coordination suppose des inégalités dont le prix à payer est la perte en opportunité du bien-être du fait de la mauvaise qualité des institutions.

Dans cette recherche, les stratégies dominantes ne nous procurent aucun équilibre de Nash. Par contre, les stratégies pures nous procurent deux équilibres de Nash : (L, C) et (C, L). Chaque joueur améliore son bien-être étant donné la situation de l'autre. L'existence d'équilibre suppose une convexité et une compacité de l'ensemble de stratégies G_i ; une continuité et une concavité des fonctions de paiements des joueurs $u_i(C,L)$.

La présence de deux équilibres ne nous permet pas de prédire l'issue du jeu, à moins d'une équivalence entre les deux équilibres c'est-à-dire la présence des gains symétriques des joueurs ou d'interchangeabilité des équilibres, c'est-à-dire que (L, L) et (C, C) soient des équilibres de Nash, ce qui n'est pas le cas. D'où la recherche de l'existence de cet équilibre de Nash en stratégies mixtes.

On montre, à travers l'équilibre de Nash en stratégies mixtes, que la probabilité des pauvres de contribuer à la croissance à travers la consommation est de 66% alors que celle des riches représente 29%, soit un écart de situation de 37 points. L'effort de contribution des pauvres à cette richesse serait de 2,28 fois celle des riches. En ce qui concerne l'exercice des libertés sociopolitique et économique, les riches semblent privilégiés à 71% alors que les pauvres en exerceraient qu'à 34%. Les opérations de prédation des rentes, dans un engrenage de corruption à travers les « pots de vin », procurent plus de liberté aux riches qu'aux pauvres. Ce qui présage une orientation de politique économique en faveur des riches car leur utilité espérée est supérieure à celle des pauvres, soit :

$$EU(RHC) > EU(PVR) \text{ avec } EU(RHC) = 1,87 \times EU(PVR)$$

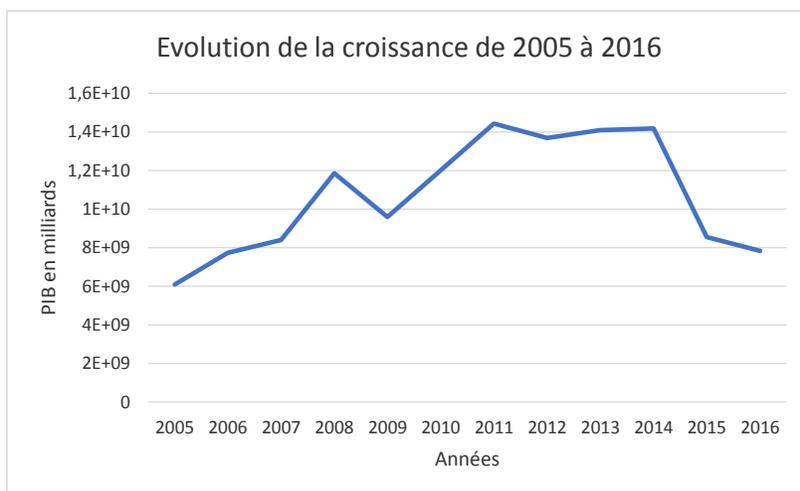
Le ruissellement serait lié dans ce contexte à la captation et à la confiscation de la croissance liée aux rentes qui privent une majorité de la population des libertés fondamentales. Les tableaux n° 2, 3 et 4 peuvent consolider cette hypothèse.

On montre (tableau n°3) que les corrélations entre IGDP, IGLC et PIB sont négatives et

faibles. Ces résultats sont comparables avec ceux obtenus par Badirou et Abdoulaye (2016) dans le cadre du Bénin. Ainsi, la croissance serait une fonction décroissante des institutions congolaises avec un effet quasi faible car les corrélations sont strictement inférieures à 0,50. Le degré de liberté de propriété de 10 sur 100 en 2016 (Heritage Foundation, site perspective monde consulté le 01/01/2018) suppose une éviction de la propriété privée, de l'innovation et de l'activité productive au détriment de la prédation des rentes qui auraient creusé des inégalités et augmenter la misère et la pauvreté. Les démocraties semblent ne pas réduire les inégalités (Acemoglu et al.s, 2013) car la corrélation entre IGDP et GINI serait forte et négative (captations), mais forte et positive entre GINI et Corrup (tableau n°4). Les captations et la corruption par les référents, font ruisseler la rente dans l'informel, dans les ensembles de référence et dans les organisations d'économie sociale et solidaire qui prennent en charge les défaillances institutionnelles formelles publiques et privées. Ce résultat est conforté par le classement des indicateurs obtenus à partir du tableau n°2 qui présage un lien indirect entre les inégalités et la croissance. C'est un ruissellement qui génère des inégalités politiques, du fait des crises identitaires.

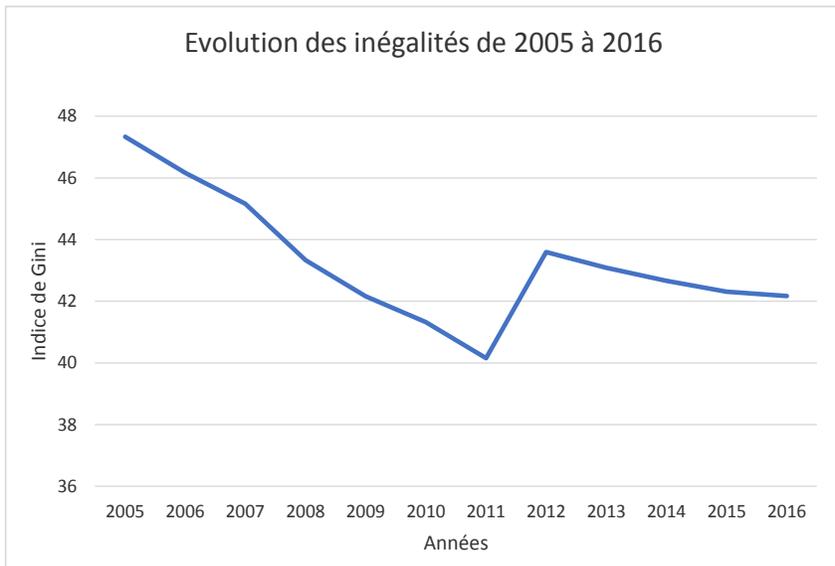
Les corrélations entre l'IGDP et les C10%P et C10%R sont positives et faibles (tableau n°3) car la consommation serait un des moteurs de la croissance. La croissance serait donc une fonction croissante des C10%P et des C10%R, un résultat contraire aux conclusions des économistes de la Banque Mondiale. La corrélation entre PIB et GINI serait forte et négative (tableau n°4). Ce résultat serait justifié par les tendances des graphiques suivants :

Graphique 1: Evolution de la croissance économique au Congo



Source : auteurs à travers Excel sur la base des données de la banque mondiale du site « perspective monde »

Graphique 2: Evolution des inégalités



Source : auteurs à travers Excel sur la base des données de la banque mondiale du site « perspective monde »

C'est une conséquence du ruissellement du fait que la croissance soit une fonction décroissante des inégalités par le lien indirect mis en évidence. Les récessions depuis 2011 semblent creuser les inégalités à nouveau, un résultat qui confirme les prévisions de l'OCDE. Le Congo aurait une population très jeune car 38,1% de la population totale serait âgé de 15 à 35 ans avec un taux de chômage de 30,5%¹⁶. Cette jeunesse semble plus frappée par la pauvreté et l'exclusion, d'où le déficit entre actifs et inactifs pour couvrir les besoins des inactifs. Le paiement des pensions est rationné, faisant des séniors une autre catégorie sociale qui se retrouve dans l'engrenage de la pauvreté et de l'exclusion. L'augmentation des inégalités dans les économies de rentes peuvent constituer un frein à la croissance économique productive. Certaines ressources non renouvelables à terme risquent d'accélérer l'empreinte écologique et la pauvreté si les trajectoires ne changent pas (diversification, durabilité de la croissance, responsabilités sociale et sociétale etc.)

La population congolaise a été multipliée par 4,2 entre 1961 à 2016 et le PIB par 72,92, soit 17,36 fois plus que la population. Selon les tests, la richesse congolaise serait une fonction décroissante de sa population (Kagni, 2012). Comme la moitié de la population congolaise vivrait en dessous du seuil de pauvreté, la biodiversité pour se nourrir (Kagni, 2016) semble se raréfier.

4. Conclusion

Les inégalités trop fortes semblent compromettre la croissance économique du fait de la faiblesse des institutions qui empruntent des trajectoires de politiques économiques en faveur des riches.

¹⁶ Work 4 Youth, série de publication n°39, juillet 2016

On montre que les corrélations entre le PIB et les variables institutionnelles sont négatives et très faibles pour justifier la mauvaise qualité des institutions dans la détermination des inégalités et de la croissance. Ce résultat peut être simulé à la triangularisation de Bourguignon et Sen mais dans le processus d'institutions-croissance-inégalités ou croissance-institutions-inégalités ou inégalités-institutions-croissance. Le sens de l'engrenage de ce processus est discutable, mais selon le classement obtenu à travers le tableau n°2, le dernier processus semble valider nos hypothèses.

Ce ruissellement du fait des arbitrages, de la corruption se fait à travers l'informel, les ensembles de référence et les organisations d'économie sociale et solidaire pour suppléer les défaillances de l'Etat et des marchés. On montre pour justifier ce ruissellement que l'utilité espérée des riches est supérieure à celle des pauvres, la corrélation entre le PIB et les inégalités est négative, et que les corrélations entre les consommations et le PIB sont positives et fortes, remettant en cause les thèses du FMI.

Les rentes ont réduit l'action de l'Etat et sa taille au profit des libertés qui favorisent les riches, la corruption, la répression et l'informel, et qui évincent la croissance productive à finalités sociale, sociétale et lucrative.

La crise actuelle devait susciter un changement de trajectoire si on s'en tient à la théorie de la malédiction des ressources naturelles liée d'une part au « syndrome hollandais », car l'exploitation du pétrole aurait entraîné une « désagriculturation » et une « désindustrialisation » du fait de la baisse des performances de ces secteurs à l'issue des chocs pétroliers ; d'autre part aux comportements de recherche des rentes qui stimulent la corruption et poussent les entrepreneurs à s'écarter des activités productives et innovantes par défaut d'institutions qui auraient creusé les inégalités etc.

L'efficacité des institutions publiques, la lutte contre la corruption, les investissements en capitaux techniques, humains, naturels, sociaux, une politique de soutien à la demande du fait des corrélations positives et fortes entre le PIB et les consommations des riches et pauvres etc. seraient des gages d'une croissance durable riche en emploi, équilibrée au sens de Nash pour une justice sociale réductrice des inégalités pouvant améliorer le bien-être des individus.

Pour satisfaire cette demande, la diversification de l'économie congolaise, un sujet qui fait l'objet de plusieurs contributions pour aider à la prise de décision, est opportune pour sortir le Congo du cycle de monoproduction rentière.

Références Bibliographiques

- Acemoglu, Daron, Naidu S., Restrepo P. & Robinson J. A. (2013), Democracy, redistribution and inequality, National Bureau of Economic Research, working paper, n° 19746, December.
- Amartya S. (2010), *L'Idée de justice*, Seuil, Paris, 560 p.
- Amartya S. (2012), *Repenser l'inégalité*, Points, 318 p.
- Atkinson A. B. (2016), *Les inégalités*, Seuil, 442 p.
- Badirou D. et Abdoulaye D. (2016), Démocratie et croissance au Bénin, *Annales de l'Université Marien Ngouabi*, Vol.16, n°1-2, pp 49-63
- Bahouayila B. (2014), Etude sur la dynamique du secteur informel au Congo, INS, p. 11
- Ballet J., Bazin D., Dubois J.-L. et Mahieu F.-R. (2013), Freedom, *Responsibility and Economics of the Person*, Routledge, 256 p.
- Baverez N. (2016), *Danse sur un volcan : espoirs et risques du XXIème*, Albin Michel, 150 p.
- Bihl A., Pfefferkon R. (2008), *Le système des inégalités*, La découverte, 128 p.
- Bourguignon F. (2012), *La mondialisation de l'inégalité*, Seuil, 103 p.
- Chaupt I. et alls (2015), *Economie*, Foucher, 142 p.
- Chenery H., Ahluwalia M. S., Bell C. L. G., Duloy J. H. et Jolly R. (1975), Redistribution with growth, *Tiers monde*, Vol. 16, n°64, 883 p.
- Cogneau, D. & G. Tapinos (1997). Migrations internationales, libre-échange et intégration régionale, Document DIAL-ORSTOM, Intervention au Commissariat général au plan, Paris, 18 p.
- David O. et Borin Van Loon (2015), *L'économie décomplexée*, Larousse, 173 p.
- Deaton A. (2013), *The great escape health, Wealth, and the origins of inequality*, Princeton University Press, Princeton and Oxford, 362 p.
- Diry J.-C. & alls (2015), *Economie*, Foucher, 238 p.
- Dollar D and Kraay (2002), Growth is Goog for the poor, *journal of economic growth*, 7 pp.195-225
- Dubert F. (2014), *La préférence pour l'inégalité*, Seuil, 106 p.
- Francetvinfo.fr, l'angle éco consulté le 20/10/2016
- Gilligan C. (2008), *Une voix différente-pour une éthique du care*, Flammarion/Champs, Paris, 284 p.
- Jorion P. (2014), *Misères de la pensée économique*, Flammarion, 304 p.
- Kagni V. (2001), *Afrique, engrenage d'autodestruction*, éditions du Panthéon, 138 p.

- Kagni V. (2008), Une analyse de l'économie solidaire en Afrique : fondements microéconomiques et essai de formalisation, *Annales de l'université Marien Ngouabi*, Vol. 9, n°2, pp. 1-9
- Kagni V. (2012), Croissance démographique et de la demande dans la détermination des rythmes de croissance économique au Congo Brazzaville, *Annales de l'IFORD*, Vol. 18 n°1. Yaoundé II, pp. 11-42
- Kagni V. (2013), Integration Analysis of the CEMAC Countries in a Multicriteria Context: Outranking Relations Approach, *International Multilingual Journal of Contemporary Research*, Vol. 1, n° 2, pp. 10-25, American Research Institute for Policy Development
- Kagni V. (2014), Le Commerce Equitable: Une Stratégie D'intégration Des Pétits Producteurs Du Sud Au Commerce International, *International Multilingual Journal of Contemporary Research*, Vol. 2, n° :4, pp. 77-104, American Research Institute for Policy Development
- Kagni V. (2016), Rationalisation de la biodiversité dans les pays de la CEMAC, *International Multilingual Journal of Contemporary Research*, Vol. 4, n°1, pp. 24-35, American Research Institute for Policy Development.
- Kuznets S. (1955), Economic growth and income inequality, *The american economic review*, Vol. 45, n°1, pp. 1-28
- Leibenstein H. (1969), *A theory of economic-demographic development*, Greenwood press, New-York, 204 p.
- Lewis W. A. (1954), Economic Development with unlimited supplies of labor, *The Manchester School of Economic and Social Studies*, pp. 139-191
- Martha C. Nussbaum (2006), *Frontiers of Justice*, Harvard University Press, Cambridge (MA), 512 p.
- Martha C. Nussbaum (2012), *Capabilités - Comment créer les conditions d'un monde plus juste*, éd. Climats, Paris, 300 p.
- Martin L. et Schmidt N. in alternatives économiques (2016), *Inégalités : le changement c'est pour quand ?* page 66.
- Pareto V. (1906), *Manual of political economic*, Edited by Montesano A., Zanni A., Bruni L., Chipman S. J. and Mclure M., 720 p.
- Pickety T. (2013), *le capital au XXIe siècle*, Seuil, 970 p.
- Pickety T. (2014), *L'économie des inégalités*, La découverte, 7e édition, 128 p.

- Piore M. J. (1979). *Birds of Passage: Migrant Labor and Industrial Societies*. Cambridge, UK: Cambridge University Press. 240 p., ISBN 0-521-22452-7.
- Ranis G. and Fei J. (1961), A story of economic developpement, *The American Economic Review*, pp. 533-565
- Ravallion M., CHEN S (1997), « What can New Survey Data Tell Us About Recent Changes in Distribution and Poverty », *World Bank Economic Review* 11(2), pp.357-382.
- Rawls J. (2007), *Théorie de la justice*, Seuil/Points, Paris, 665 p.
- Rotte R. et Vogler M. (1998), Determinants of international migration: empirical evidence of migration from developing countries to Germany, IZA discussion paper n°12
- Rifkin J. (2014), *La nouvelle société du coût marginal zéro : l'émergence des communaux et l'éclipse du capitalisme*, Edition les liens qui libèrent, p. 512
- Stiglitz J. E. (2014), *le prix de l'inégalité*, Actes Sud Editions, 501 p.
- Tronto J. (2003), *Un monde vulnérable*, La Découverte, Paris, 240 p.

